

UN LIBRARY

FEB 11 1992

UN/SA COLLECTION

A S

NATIONS  
UNIES



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.  
GENERALE

A/47/82  
S/23512 ✓  
5 février 1991  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE  
Quarante-septième session  
RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL  
QUESTION DE PALESTINE  
POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT  
SUD-AFRICAIN  
EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA DECLARATION  
SUR LE RENFORCEMENT DE LA SECURITE  
INTERNATIONALE  
DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE  
INTERNATIONALE  
RAPPORT DE LA CONFERENCE DES NATIONS UNIES  
SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DEVELOPPEMENT  
PROTECTION DU CLIMAT MONDIAL POUR LES  
GENERATIONS PRESENTES ET FUTURES  
COOPERATION INTERNATIONALE EN VUE  
D'ELIMINER LA PAUVRETE DANS LES  
PAYS EN DEVELOPPEMENT  
CRISE DE LA DETTE EXTERIEURE  
ET DEVELOPPEMENT  
PROMOTION DE LA FEMME  
STUPEFIANTS  
QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS  
DE L'HOMME

CONSEIL DE SECURITE  
Quarante-septième année

Lettre du 30 janvier 1992, adressée au Secrétaire général par le  
Représentant permanent de Sri Lanka auprès de l'Organisation des  
Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le texte de la Déclaration de Colombo, publiée à la sixième Réunion des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays membres de l'Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale (SAARC), tenue à Colombo (Sri Lanka) le 21 décembre 1991 (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document officiel de la quarante-septième session de l'Assemblée générale, au titre des points

A/47/82  
S/23512  
Français  
Page 2

intitulés "Rapport du Conseil économique et social", "Question de Palestine", "Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain", Examen de l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale", "Développement et coopération économique internationale", "Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement", "Protection du climat mondial pour les générations présentes et futures", "Coopération internationale en vue d'éliminer la pauvreté dans les pays en développement", "Crise de la dette extérieure et développement", "Promotion de la femme", "Stupéfiants" et "Questions relatives aux droits de l'homme", et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent de Sri Lanka  
auprès de l'Organisation des  
Nations Unies

(Signé) Stanley KALPAGE

ANNEXE

DECLARATION DE COLOMBO

Déclaration de Colombo publiée le 21 décembre 1991  
par les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays  
membres de l'Association de l'Asie du Sud pour la  
coopération régionale

INTRODUCTION

1. Le Premier Ministre de la République populaire du Bangladesh, S. E. la bégum Khaleda Zia, le Roi du Bhoutan, S. M. le Roi Jigme Singye Wangchuck, le Premier Ministre de la République de l'Inde, S. E. Shri Narasimha Rao, le Président de la République des Maldives, S. E. M. Maumoon Abdul Gayoom, le Premier Ministre du Népal, M. Girija Prasad Koirala, le Premier Ministre de la République islamique du Pakistan, S. E. Mian Mohammed Nawaz Sharif et le Président de la République socialiste démocratique de Sri Lanka, S. E. Ranasinghe Premadasa se sont réunis à Colombo (Sri Lanka) le 21 décembre 1991, à l'occasion du sixième sommet de l'Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale (SAARC).

COOPERATION REGIONALE

2. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé leur attachement aux principes et aux objectifs proclamés dans la Charte de la SAARC. Ils ont décidé de promouvoir la coopération régionale dans l'intérêt de leurs peuples, et cela dans un esprit de conciliation, dans le plein respect des principes de l'égalité souveraine, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de tous les Etats et dans la stricte adhésion au principe du non-recours à la force, du règlement pacifique des différends et de la non-ingérence dans leurs affaires intérieures. Ils ont aussi réaffirmé leur attachement aux principes de la Charte des Nations Unies et du non-alignement.

QUESTIONS ECONOMIQUES INTERNATIONALES

3. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné qu'il importait au plus haut point d'évaluer la nature et l'étendue de l'interdépendance économique internationale et de raviver le dialogue Nord-Sud. Ils ont pris note des faits nouveaux survenus récemment qui ont radicalement transformé les relations des pays en matière de développement, influant ainsi profondément sur les perspectives économiques des sept pays membres de la SAARC. Ils ont souligné qu'il fallait promouvoir vigoureusement la coopération économique Sud-Sud pour compenser les conséquences négatives de l'évolution économique internationale.

4. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont également procédé à un échange de vues sur les priorités de leurs économies nationales respectives. Ils ont insisté sur le fait qu'il importait, pour continuer à développer leur économie, d'appliquer à leurs produits des pratiques moins restrictives en

matière d'échanges et de marketing, d'assurer des transferts plus larges de technologie et de ressources à l'Asie du Sud, d'alléger la dette et de ménager l'accès à des conditions favorables et à des conditions de faveur aux ressources fournies par les institutions financières multilatérales. Ils sont convenus de poursuivre le dialogue sur ces questions dans le cadre de consultations.

#### EVOLUTION POLITIQUE INTERNATIONALE

5. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont évalué les faits politiques nouveaux survenus sur la scène internationale, en particulier ceux qui touchaient les peuples d'Asie du Sud. Ils ont pris note des modifications de la structure du pouvoir dans les relations internationales et de la réduction des affrontements et des tensions, en particulier entre les superpuissances, phénomènes qui ont contribué à faire reculer la menace d'un conflit nucléaire et favorisé la conclusion d'accords sur des mesures de désarmement. Les chefs d'Etat ou de gouvernement espéraient que cette évolution freinerait la recherche de la puissance militaire dans toutes les régions du monde. Ils ont exprimé l'espoir que les dividendes de la paix seraient utilisés pour promouvoir davantage le développement des pays en développement. Ils se sont félicités de constater que des gouvernements démocratiques à base populaire tendaient à s'instaurer dans différentes parties du monde, notamment en Asie du Sud.

6. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont fait toutefois observer que certaines questions politiques, en particulier la question de Palestine, l'élimination définitive de l'apartheid et d'autres problèmes, restaient sans solution malgré les efforts déployés pour parvenir à un règlement.

7. En ce qui concerne les droits de l'homme, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné que les droits civils et politiques d'une part et les droits économiques et sociaux de l'autre étaient interdépendants et d'importance égale. Les questions relatives aux droits de l'homme ne devaient donc pas être considérées d'un point de vue étroit et exclusivement politique. Ils ont fait valoir à ce propos qu'il fallait envisager dans la totalité de leur contexte les efforts que faisaient les Etats pour garantir les droits de l'homme, en cherchant à assurer le développement pour tous dans des conditions de stabilité, ce qui garantirait alors la jouissance des droits de l'homme de tous.

8. Tout en réaffirmant leur attachement à la démocratie, aux droits de l'homme et à la primauté du droit, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné qu'il fallait veiller à ce que le développement reste au centre de l'attention de la communauté internationale.

9. Les chefs d'Etat ou de gouvernement sont convenus de participer au processus de revitalisation de l'Organisation des Nations Unies en tant qu'instrument universel efficace pour traiter des questions internationales sur une base équitable et démocratique, compte pleinement tenu des intérêts et des préoccupations de tous les Etats, y compris de ceux de l'Asie du Sud. Des

questions telles que la protection et la sauvegarde de l'environnement et la gestion équitable et viable des ressources mondiales, le développement économique et l'atténuation de la pauvreté, l'élimination du terrorisme, du trafic des drogues et d'autres crimes internationaux nécessitaient des interventions mondiales et des solutions qui mobilisent l'ensemble des Etats.

#### PROJECTION DES POSITIONS COLLECTIVES

10. Dans le contexte de la Charte de la SAARC dont l'objectif était de renforcer la coopération entre les Etats membres au sein des instances internationales, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont résolu d'encourager les consultations entre délégations des pays membres de la SAARC dans toutes les instances internationales et la mise au point de positions communes lorsque cela répondait aux intérêts de tous. Ils ont estimé qu'en arrivant à une position collective dans les instances internationales, ils obtiendraient une plus grande crédibilité et que l'image internationale de l'Asie du Sud s'en trouverait renforcée.

#### RENFORCEMENT DE LA SAARC

11. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont félicités du rapport présenté par le Président du cinquième Sommet de la SAARC (le Président des Maldives), et le chef de gouvernement du Bangladesh concernant l'adoption d'une démarche plus pratique et fonctionnelle pour le déroulement des réunions de la SAARC, ainsi que le rapport présenté par le Président de la neuvième session du Conseil des ministres (le Ministre des affaires étrangères des Maldives), sur la rationalisation des activités de la SAARC. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont également étudié d'autres propositions présentées par des Etats membres et par le Secrétariat pour permettre à l'Association d'oeuvrer plus efficacement à la réalisation des aspirations des peuples de l'Asie du Sud.

12. Ils ont décidé que le Comité permanent tiendrait une session extraordinaire à Colombo en avril 1992 pour réunir et étudier toutes les propositions et les observations faites à ce propos et soumettre un rapport, accompagné de ses recommandations, à la onzième session du Conseil des ministres.

#### COOPERATION INTERNATIONALE

13. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont de nouveau souligné que les pays de la SAARC devaient résolument promouvoir l'autosuffisance régionale et pour cela resserrer leurs liens de coopération, ce qui leur permettra de moins ressentir les effets des conjonctures internationales qui peuvent leur être contraires.

14. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont prié le Comité permanent d'étudier à sa session extraordinaire, en tenant compte de l'évolution des activités de la SAARC dans les secteurs économiques essentiels, la question de la coopération entre l'Association et les organisations internationales et régionales intéressées et de faire rapport à ce sujet au Conseil des ministres réuni pour sa onzième session.

#### PROGRAMME D'ACTION INTEGRE

15. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont pris acte des progrès enregistrés dans le cadre du Programme d'action intégré, qui a été étendu à plusieurs secteurs revêtant une importance cruciale pour le bien-être économique et social des populations de l'Asie du Sud. Ils se sont déclarés conscients que la difficulté consistait maintenant à réaliser dans des délais précis les objectifs fixés. Ils ont accueilli avec satisfaction les propositions présentées et les débats qui se tenaient dans le cadre de la SAARC pour définir les moyens de rendre le Programme encore plus opérant.

#### LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

16. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont donné la priorité absolue à la lutte contre la pauvreté dans tous les pays d'Asie du Sud. Ils ont déclaré que les populations démunies peuvent représenter une immense ressource pour la région si on répond à leurs besoins essentiels et si on met leurs énergies au service de la croissance économique. Il faut pour cela doter les pauvres de moyens et les insérer irréversiblement dans le courant général de développement. On a constaté que les pays de la région avaient tous enregistré des cas de réussite notable là où ils avaient opté pour cette approche.

17. Conscients que ces populations restent dans leur grande majorité en deçà du seuil de pauvreté, les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont vivement intéressés à la formule ("Daal-Bhaat") consistant, face aux besoins élémentaires, à commencer par garantir un certain niveau de nutrition.

18. Profondément convaincus que l'enseignement primaire est le fer de lance de la lutte contre la pauvreté et de l'oeuvre de développement, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé la nécessité d'étendre d'ici à l'an 2000 le bénéfice de l'instruction primaire à tous les enfants de 6 à 14 ans. Ils sont convenus de mettre en commun pour cela les enseignements qu'ils auront tirés de leurs expériences respectives et leurs compétences techniques.

19. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont décidé de créer pour la région une commission indépendante chargée de la lutte contre la pauvreté et composée de personnalités de chacun des membres de la SAARC, qui étudieront en détail les diverses mesures prises par les sept pays et présenteront des recommandations au septième Sommet.

#### COMMERCE, PRODUITS MANUFACTURES ET SERVICES

20. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont pris acte avec satisfaction, en notant son importance, de la création du Comité de coopération économique, issu de l'Etude régionale sur le commerce, les produits manufacturés et les services. Ils se sont déclarés fermement résolus à libéraliser les échanges dans la région, en procédant par étape de façon que les pays intéressés puissent tous bénéficier équitablement des avantages de l'expansion du commerce régional.

Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont approuvé le mandat donné au Groupe intergouvernemental créé sur recommandation du Comité de coopération économique, jugeant que cet organe doit effectivement proposer à l'adhésion générale une structure qui permette de prendre des mesures concrètes pour aller plus loin dans le sens de la libéralisation des échanges entre les Etats membres de la SAARC. Le Groupe devra aussi étudier la proposition de Sri Lanka, qui préconise d'adopter d'ici à 1997 un régime préférentiel d'échanges au sein de l'Association. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont jugé que le Groupe devait se réunir le plus rapidement possible et faire rapport au Comité de coopération économique. Ils ont accepté l'offre du gouvernement sri-lankais, qui a proposé d'accueillir à Colombo en juin et juillet 1992 la deuxième Réunion du Comité de coopération économique, au cours de laquelle sera examiné le rapport du Groupe intergouvernemental.

#### ENVIRONNEMENT

2. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont constaté que la dégradation de l'environnement était devenue l'une des grandes préoccupations de la planète. La protection du milieu est certes un impératif qui concerne toute l'humanité, mais c'est d'abord aux pays développés qu'il appartient d'en assumer la responsabilité, puisqu'ils sont à l'origine de la plupart des émissions de polluants et ont davantage de moyens pour prendre ou faciliter les mesures correctives.

3. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont engagé la communauté internationale à s'occuper du problème que posent une production qui ménage peu le milieu pour pouvoir se poursuivre longtemps et des schémas de consommation et modes de vie qui nuisent à l'environnement. Ils ont jugé que les normes de protection de l'environnement établies pour les pays développés risquent, si on les applique dans les pays en développement, d'avoir beaucoup trop d'inconvénients sur les plans économique ou social, sans justification.

4. Les pays en développement ont besoin de moyens suffisants - nouveaux apports et compléments - pour pouvoir remédier aux conditions - pauvreté, malnutrition, chômage - qui constituent les causes sous-jacentes de la dégradation du milieu. Ils devraient pouvoir être sûrs d'obtenir de tels moyens, de même que le transfert à des conditions avantageuses et préférentielles de techniques sans danger pour l'environnement.

5. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont déclarés convaincus qu'il est possible de mettre en place à l'échelle de la planète un cadre où tous les pays seront sur un pied d'égalité et oeuvreront en partenaires pour protéger l'environnement.

6. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont constaté que les pays de la SAARC désignaient l'Année de l'environnement décidée par l'Association en prenant des échelons national et régional diverses mesures de protection du milieu.

7. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont constaté avec satisfaction que l'étude régionale sur les causes et conséquences des catastrophes naturelles et la protection et préservation de l'environnement était achevée. Ils ont

invité les pays membres à coopérer entre eux pour améliorer les moyens d'action qu'ils peuvent mettre en oeuvre en cas de catastrophe et lancer des programmes d'action concrets pour protéger et préserver le milieu naturel. Ils ont approuvé le Conseil des ministres d'avoir décidé la création d'un Comité de l'environnement qui doit :

- Etudier les recommandations issues de l'étude régionale;
- Définir les mesures à prendre dans l'immédiat;
- Déterminer les modalités de mise en oeuvre de ces mesures;

et ont favorablement accueilli l'offre du Bangladesh, qui propose que la première réunion du Comité se réunisse à Dhaka.

28. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont pris acte avec satisfaction de la décision adoptée par le Comité permanent au sujet des délais dans lesquels devra être définitivement terminée l'étude régionale sur l'effet de serre et ses incidences sur la région. Ils ont engagé les Etats Membres à se consulter sur les questions primordiales concernant le changement climatique, la biodiversité et la biotechnologie, les principes de conservation des forêts à adopter à l'échelle mondiale, le transfert de technologies sans danger pour l'environnement, la gestion des déchets et les autres problèmes sur lesquels se pencheront en 1992 le Comité intergouvernemental de négociation et la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, de façon que les pays de la SAARC puissent exposer comme il faut leurs préoccupations et les bien faire comprendre, compte tenu de leurs priorités respectives.

29. Le Gouvernement indien a de nouveau proposé d'accueillir une réunion ministérielle pour que les pays de la SAARC puissent harmoniser leurs positions face à ces problèmes avant la Conférence de 1992 sur l'environnement et le développement. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont favorablement accueilli cette offre.

#### LOGEMENT

30. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont pris acte des utiles activités réalisées en 1991, dont la SAARC avait fait l'Année du logement. Ils ont décidé de continuer à oeuvrer dans le sens de l'objectif qui prévoit d'assurer d'ici à l'an 2000 un logement à tout être humain.

31. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont considéré que les gouvernements devraient assumer le rôle essentiel qui consiste à favoriser et soutenir les initiatives de la population et des organismes non gouvernementaux en matière de logement, en offrant à des coûts abordables la disposition sûre d'emplacements et des moyens de financement, ceux-ci dans des conditions durables, en implantant des infrastructures (approvisionnement en eau et en énergie, réseaux d'assainissement, évacuation des déchets), en exploitant les ressources locales pour produire davantage de matériaux de construction à des prix raisonnables, en supprimant les restrictions à la construction et en favorisant le plus possible la participation de la population aux décisions et



à la gestion des activités concernant le logement dans le cadre général de la lutte contre la pauvreté. Pour faciliter ces activités, les pays de la SAARC devront échanger les résultats de l'expérience et des travaux de recherche, des personnels et des informations.

32. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont favorablement accueilli la recommandation concernant la création d'un réseau d'information sur le logement qui portera le nom de "SHELTERNET".

#### ENFANTS

33. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont accordé la plus haute priorité à la question de la survie, de la protection et du développement de l'enfant. Ils se sont félicités de l'adoption du Plan d'action de l'Asie du Sud en faveur de l'enfant, qui incorporait les recommandations pertinentes du Sommet mondial pour les enfants.

34. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté à cet égard que certains pays membres avaient mené à bien leur plan d'action national et ils ont engagé les autres pays membres à mener à bien leurs plans respectifs. Ils ont aussi engagé les Etats Membres à assurer un prolongement coordonné desdits plans.

35. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont accueilli avec plaisir l'offre de Sri Lanka d'accueillir en 1992 une conférence sur les enfants en Asie du Sud afin d'examiner l'application du Plan d'action régional.

36. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont félicités de l'adoption du Plan d'action pour la période 1991-2000, Décennie de la SAARC pour les petites filles. Ils ont demandé au Conseil des ministres de procéder au cours de la Décennie, à un examen annuel de l'état d'application du Plan d'action.

#### TERRORISME

37. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé leur vive préoccupation devant la propagation du terrorisme dans la région, qui affectait la sécurité et la stabilité de tous les Etats membres, et ils ont condamné sans équivoque tous les actes, méthodes et pratiques terroristes, qu'ils ont qualifiés de criminels. Ils déploraient tous ces actes en raison des effets qu'ils avaient sur la vie humaine, les biens, le développement économique et social et la stabilité politique ainsi que sur la paix et la coopération régionales et internationales.

38. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont reconnu que la coopération entre les Etats de la SAARC était cruciale pour prévenir le terrorisme et l'éliminer de la région. A cet égard, ils ont engagé les Etats membres à prendre toutes les mesures voulues pour s'acquitter pleinement des obligations qui leur incombaient en vertu de la Convention régionale de la SAARC sur la répression du terrorisme. Ils ont souligné en particulier la nécessité urgente, pour les Etats membres qui ne l'avaient pas encore fait, de promulguer dans les meilleurs délais la législation habilitante en vue de l'application de la

Convention ainsi que la nécessité d'un dialogue et d'une interaction constants entre les organismes compétents des Etats membres, qui devraient notamment soumettre périodiquement des recommandations au Conseil des ministres.

#### SECURITE DES PETITS ETATS

39. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont accueilli favorablement l'initiative du Gouvernement de la République des Maldives, d'appeler l'attention de la communauté internationale sur la protection et la sécurité des petits Etats. Ils ont noté avec satisfaction que la résolution présentée par les Maldives à la quarante-sixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies et coparrainée par 65 pays, dont tous les membres de la SAARC, avait été adoptée sans vote. Ils sont convenus que les petits Etats pouvaient être particulièrement vulnérables aux menaces extérieures et aux actes d'ingérence dans leurs affaires intérieures et qu'il y avait lieu de prendre des mesures d'appui spéciales pour sauvegarder leur indépendance souveraine, leur intégrité territoriale et le bien-être de leurs populations.

#### TRAFFIC DE DROGUE

40. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté avec satisfaction le développement de la coopération régionale pour lutter contre le problème du trafic de drogue et de la toxicomanie. Ils se sont dits vivement préoccupés par le fait que, de plus en plus, le trafic de drogue était lié au commerce international des armements et aux activités terroristes. Exprimant leur satisfaction de la signature de la Convention de la SAARC relative aux stupéfiants et aux substances psychotropes, lors du cinquième Sommet de la SAARC tenu à Malé, ils ont demandé instamment aux Etats membres qui ne l'avaient pas encore fait de ratifier cette convention pour qu'elle puisse entrer en vigueur. Ils ont reconnu la nécessité d'une coopération accrue, y compris la présentation de recommandations au Conseil des ministres.

#### CONTACTS DIRECTS

41. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont rappelé que, lors des Sommets de Bangalore et de Kathmandou, des initiatives importantes avaient été prises, qui s'étaient traduites par une participation accrue des peuples de l'Asie du Sud au processus de coopération régionale. Ils se sont félicités des mesures que prenaient les organisations d'affaires/organismes professionnels, les scientifiques, les universitaires, les conseils culturels nationaux et les médias d'Asie du Sud pour constituer des entités ou des organes régionaux. Ils ont demandé au Comité permanent d'accélérer l'élaboration de directives concernant la reconnaissance de ces groupes et organes.

#### FONDS POUR LES PROJETS REGIONAUX

42. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont félicités de la création d'un Fonds de la SAARC pour les projets régionaux qui permettrait de définir et mettre au point des projets régionaux. Ils ont noté que le Fonds serait géré par un Conseil régional des organismes de financement du développement des Etats membres de la SAARC et que la première réunion du Conseil se tiendrait en Inde.

#### FONDS POUR LE DEVELOPPEMENT EN ASIE DU SUD

43. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont prié le Secrétaire général de la SAARC de constituer un groupe d'experts pour étudier la proposition de S. M. le Roi du Bhoutan d'entreprendre une étude préliminaire en vue de la création d'un Fonds de développement pour l'Asie du Sud, en tenant compte des vues de tous les Etats membres.

#### SYSTEME D'EXEMPTION DE VISA DE LA SAARC

44. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté avec satisfaction qu'en ce qui concerne les membres des parlements, les juges des cours suprêmes, les directeurs des établissements d'enseignement supérieur nationaux, leurs conjoints et leurs enfants à charge les accompagnant, le système entrerait en vigueur le 1er mars 1992. Ils ont demandé que des mesures soient prises rapidement pour mettre le système en oeuvre ainsi que pour envisager d'autres catégories d'ayants droit.

#### SCIENCE ET TECHNIQUE

45. Les chefs d'Etat ou de gouvernement étaient conscients des énormes possibilités qu'offraient les progrès actuels de la recherche scientifique pour l'application de la science et de la technique au bien-être des peuples de l'Asie du Sud. Ils sont convenus que, pour que la région de l'Asie du Sud en retire un maximum d'avantages, la coopération dans le domaine scientifique et technologique devait transcender les frontières nationales.

46. Rappelant la décision prise à la réunion au Sommet de Malé d'institutionnaliser la coopération dans le domaine de la biotechnologie, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont accueilli favorablement la proposition de créer un système de réseaux entre les centres de recherche-développement des Etats membres, qui contribuerait grandement à cette coopération. Ils se sont félicités de la place que l'on envisageait de donner aux voyages d'études organisés, aux réunions d'études et aux séminaires dans les domaines de coopération scientifique et technologique qui avaient été retenus.

#### DATE ET LIEU DE LA SEPTIEME REUNION DES CHEFS D'ETAT OU DE GOUVERNEMENT DE LA SAARC

47. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont accepté avec gratitude l'offre du Gouvernement du Bangladesh d'accueillir la septième Réunion au sommet de l'Association, en 1992.

48. Les chefs d'Etat ou de gouvernement du Bangladesh, du Bhoutan, de l'Inde, des Maldives, du Népal et du Pakistan ont remercié le Président de Sri Lanka pour la façon exemplaire dont il s'était acquitté de ses fonctions de président de la Réunion. Ils ont également exprimé leur profonde gratitude au Gouvernement et au peuple sri-lankais pour leur gracieuse et chaleureuse hospitalité et pour l'excellente préparation de la Conférence.